

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5, avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 23 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 juin 2023

Contexte et constats

Publié sur 

GREEN RECUP'

4, rue de l'Ouest
95100 Argenteuil

Références : UD95/2023/0463
Code AIOT : 0006505364

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 juin 2023 dans l'établissement GREEN RECUP' implanté 2 et 4, rue de l'Ouest à Argenteuil (95100). L'inspection a été annoncée le 10 mai 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection avait pour objectif principal de vérifier le respect de la mise en demeure dont la société avait fait l'objet le 12 novembre 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GREEN RECUP'
- 2 et 4, rue de l'Ouest 95100 Argenteuil
- Code AIOT : 0006505364
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GREEN RECUP exploite à Argenteuil un centre de tri, de transit et de regroupement de déchets d'activités économiques (DAE). Elle bénéficie d'un arrêté d'autorisation datant du 02 août 2000. Cet arrêté a été complété le 10 août 2005, le 06 juillet 2011, le 30 janvier 2015 et le 16 mai 2023. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 (rubrique 2714 soumise à enregistrement) s'appliquent sans préjudice des prescriptions particulières des arrêtés préfectoraux précités.

Il est à noter que la mise en demeure du 12 novembre 2019 concernent plusieurs non-conformités, mais que, parmi celles-ci, seule restait à finaliser l'étanchéité totale de la dalle extérieure.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect de l'arrêté n° 2019/38 de mise en demeure du 12 novembre 2019, prévention de la pollution de l'eau, prévention des risques, aménagements

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a su moderniser et mettre aux normes en vigueur son installation de manière efficiente. Le dernier point de la mise en demeure du 12 novembre 2019 qui restait à lever est désormais respecté. Au vu de ces constats, l'inspection propose donc à l'autorité préfectorale de lever définitivement la mise en demeure précitée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Aménagements	AP Complémentaire du 16/05/2023, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect de l'arrêté n° 2019/38 de mise en demeure du 12 novembre 2019	AP de Mise en Demeure du 12/11/2019, article 3.1.2.4	/	Sans objet
2	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 02/08/2000, article 3.V.2.3	/	Sans objet
4	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.1.2.4	/	Sans objet
5	Qualité des effluents rejetés	Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.1.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'un des attendus de la mise en demeure de 2019 consistait en la réfection de la dalle extérieure, aux fins de la rendre étanche. Cette prescription ayant été suivie d'effets, la mise en demeure du 12 novembre 2019 peut être définitivement levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de l'arrêté n° 2019/38 de mise en demeure du 12 novembre 2019
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/11/2019, article 3.1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : .../...L'ensemble des aires extérieures doit être bétonné et étanche.../...
<p>Constats : Cette deuxième visite d'inspection tenue au cours de l'année 2023 avait essentiellement pour but de vérifier que la dernière non-conformité ayant conduit à la mise en demeure du 12 novembre 2019 avait été suivie d'effet, à savoir la réfection totale de la dalle extérieure. L'inspection du 16 juin 2023 permet de constater que l'ensemble du site est désormais étanche, la réfection des sols ayant été réalisée en quatre fois au cours des derniers mois. Si quelques fissures peuvent apparaître en certains endroits, elles ne paraissent pas être de largeurs et de profondeurs susceptibles de remettre en question l'étanchéité de la dalle. L'exploitant précise cependant que les quelques rares fissures restantes seront comblées, de préférence avec une résine de sorte à assurer une parfaite étanchéité de l'ensemble de la surface dédiée au tri/transit. Enfin, ces travaux ont été l'occasion de refaire une partie du réseau d'évacuation des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, lequel est raccordé au décanteur/séparateur existant.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p> <p>La mise en demeure de 2019 a été suivie d'effet ; elle peut être levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention des risques
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2000, article 3.V.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p>
<p>Constats : Le bureau APAVE a été chargé par l'exploitant de vérifier les installations électriques le 27 juin 2022. Le rapport a été présenté à l'équipe d'inspection, lequel pointe les non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de plan de récolement des canalisations électriques enterrées ; - Armoires électriques empoussiérées ; - Présences de poussières susceptibles de générer un risque d'incendie. <p>Au cours de la visite du site, l'exploitant a ouvert une armoire électrique à la demande de l'inspection. L'intérieur était dépoussiéré.</p> <p>La société IBE a réalisé les travaux de mise aux normes afin de lever les non-conformités pointées par APAVE. Ce bureau de contrôle devant venir sur site dans les prochaines semaines, l'exploitant transmettra pour information à l'inspection le rapport de visite qui en découlera, ainsi que le plan de récolement des canalisations électriques enterrées.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Aménagements
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les portails sont équipés de barrières antipollution .../... permettant de contenir les eaux sur le site en cas d'incendie, étant précisé que ces équipements .../... doivent être en capacité de contenir une averse d'intensité décennale. La plateforme doit pouvoir être noyée pour retenir le volume d'eau nécessaire en cas de besoin. Le volume à retenir sur site est a minima de 460 m³. Si nécessaire, les eaux d'extinction devront être considérées comme des déchets et traitées comme tels.</p>
<p>Constats : L'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2023 dispose que les portails sont équipés de barrières antipollution permettant de contenir les eaux sur le site en cas d'incendie.</p> <p>À cet effet, l'exploitant indique lors de l'inspection que des systèmes de boudin/barrage mobile (de type AIRDAM 70) à appliquer en entrée de site et aux entrées du bâtiment aux fins de contenir d'éventuelles eaux d'extinction d'un incendie sont en cours d'achat. Un devis daté du 20 mars 2023 a été transmis à l'inspection.</p> <p>Observation : L'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2023 précise que les accès au bâtiment sont équipés de barrières anti-pollution de 20 cm, et que les deux accès du site comprennent des seuils de 18 cm, aux fins de contenir au moins 460 m³ d'eaux d'extinction d'incendie. L'exploitant a déclaré qu'en lieu et place de l'installation de barrières anti-pollution aux accès au bâtiment et de la création de seuils en entrée et sortie de site, un matériel de type "AIRDAM 70" serait disposé au droit de ces accès pour faciliter l'exploitation et le déplacement des engins. L'exploitant précise également que l'enceinte du bâtiment, entièrement bétonnée, est étanche et qu'un boudin/barrage mobile sera aussi disposé aux côtés de l'accès pompiers dans le bâtiment, au droit du local TGBT, seule partie ouverte en sus des portails d'entrée et de sortie. Un courrier d'engagement sur ces dispositions, signé de l'exploitant, a été transmis à l'inspection le 22 juin 2023.</p> <p>Ces dispositifs permettant de retenir une capacité supérieure aux 460 m³ exigés, cette modification paraît acceptable et apparaîtra lors de la prochaine réactualisation de l'arrêté préfectoral régissant les activités de l'installation. Les preuves d'achat, de mise en place, de déploiement par les employés du site et la fiche technique de ces matériels devront être transmis à l'inspection dans un délai n'excédant pas trois mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Collecte des effluents liquides
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : le site possède une pente naturelle qui dirige les eaux pluviales vers un dispositif décanteur déshuileur précédé d'un dégrillage permettant de retenir les matières flottantes.../... les résidus retenus dans les ouvrages de traitement sont ensuite pompés et évacués comme un déchet vers une installation de traitement appropriée.
Constats : Le décanteur/séparateur de l'installation fait l'objet d'un entretien mensuel. A cet effet, l'exploitant a transmis à l'inspection les bons d'intervention de l'entreprise BUTIN pour les mois de janvier, février, mars, avril et mai 2023, faisant état du nettoyage du séparateur et des grilles ainsi que du traitement des résidus de boues, et les BDS qui correspondent (les boues étant évacuées chez TRA-SABLE à Genevilliers). La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Qualité des effluents rejetés
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes.../... matières en suspension < 100 mg/l.../...
Constats : Lors de l'inspection menée le 30 janvier 2023, l'exploitant avait fourni les résultats d'analyses des rejets d'eaux résiduaires et pluviales polluées effectués par la société AQUATYCIA le 8 décembre 2022. Ceux-ci faisaient apparaître des dépassements concernant les MES à hauteur de 180 mg/l pour 100 mg/l au maximum autorisés. À la demande de l'inspection, de nouveaux prélèvements ont été analysés par la même société le 14 mars 2023, avec un résultat de 89 mg/l, conforme aux VLE définies par l'article 3.1.6.2 de l'arrêté préfectoral du 22 août 2000. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet